

# Adama



## אדמה

Tou Bichvat 5786 | N° 128

LE MAGAZINE DU KKL

### TOU BICHVAT UN NOUVEL ESPOIR



Tou Bichvat 5786 / février - mars 2026 - N° 128 - 5€

Archives KKL de France - 60DL India - IA / lewlecom - TytoCare



**P.4**  
IMEC : UNE  
ROUTE DE LA  
SOIE POUR  
ISRAËL



**P.14**  
IRON BEAM :  
LE LASER  
ISRAËLIEN ANTI  
BOYCOTT



**P.22**  
LE "TOU BICHVAT  
TOUR" AVEC  
LE KKL DE  
FRANCE



URGENCE ISRAËL

## SOMMAIRE

P.3 Une présidence s'achève, la mission du KKL se poursuit

### GÉOPOLITIQUE

P.4 L'IMEC : une route de la soie pour Israël

P.6 La géographie comme destin : Israël et Bab-el-Mandeb

P.8 La "stratégie de sécurité nationale américaine" : Europe et Moyen-Orient, un soutien sous conditions !

### ANTISÉMITISME

P.10 Un antisémitisme d'ambiance : quand certaines ONG et universités ont cessé de tracer la ligne rouge

### POINT DE VUE

P.12 Le droit international n'a jamais gouverné le monde : ce que l'histoire d'Israël nous enseigne

### HIGH TECH

P.14 Iron Beam : le nouveau laser israélien qui pourrait faire fondre les boycotts européens

P.16 Israël : des innovations malgré les défis sécuritaires

### KKL ACTUALITÉS

P.18 Iran : Retour sur la rencontre du KKL de France avec Iraj Mesdaghi

P.19 Votre assurance-vie au profit d'Israël

P.20 Deux Menschs nous ont quittés... Hommages à Gaston Sayada et Norbert Lévy (zal)

P.21 Un nouveau partenariat pour le KKL : en Principauté de Monaco

### KKL ÉDUCATION - JEUNESSE

P.22 Tou Bichvat: transmettre un sionisme écologique vivant

ADAMA, le magazine du KKL de France, est édité par le Keren Kayemeth LeIsraël - Association loi 1901.

Directeur de la publication : Raymond BUNAN - Comité de rédaction : Daniel BENLOLO - Adva BENZIMRA - Lynda BIGIELMAN - Mickaël DAHAN - Philippe LÉVY - Robert ZBILI. Création graphique et editing : jewdecom.com / F. MÉDIONI 06 82 02 81 90. Impression : AM PLUS, 93260 Les Lilas Commission paritaire: N° 0728679279 - ISSN 1621 - 8590 Crédits photos : KKL-JNF archives photos, sauf mention contraire - L'éditeur décline toute responsabilité en cas de perte, détérioration ou non-retour des documents qui lui sont confiés. Il se réserve le droit de refuser toute demande d'insertion sans avoir à motiver son refus. La citation de marques, noms de firmes, d'associations, institutions, etc. est faite sans aucun but publicitaire. Les articles (billets, tribunes, analyses...) fournis par des auteurs extérieurs à la rédaction, ne reflètent que leur opinion et ne peuvent être opposés au KKL de France. Ce mailing comprendra les éléments suivants : une lettre accompagnatrice. KKL de France : 11 rue du 4-Septembre, 75002 Paris Tel. : 01 42 86 88 88 • mail : info@kkf.fr - www.kkf.fr



## ÉDITORIAL

Chers amis du KKL de France,

Israël traverse une phase décisive. La guerre n'est pas terminée, même si elle change de forme. La phase 2 de l'accord de cessez-le-feu à Gaza n'est ni une sortie de conflit ni un retour à l'avant 7-October. Elle ouvre une séquence plus longue, plus instable.

La mobilisation du peuple iranien contre le régime des mollahs, et la sanglante répression qui a suivi, fait remonter la pression régionale et la possibilité, à l'heure où nous écrivons ces lignes, d'une nouvelle confrontation militaire impliquant Israël et son allié américain face à la République islamique d'Iran et à ses Gardiens de la Révolution. Israël n'est pas seul, mais il sait mieux que quiconque que sa sécurité dépendra toujours de sa capacité à tenir, à dissuader et à se relever.

C'est cette réalité que ce numéro d'Adama explore. De Gaza à l'Iran, des équilibres diplomatiques aux détroits stratégiques, de la guerre juridique aux batailles médiatiques, les analyses de nos experts montrent un pays confronté à des défis multiples, souvent existentiels. Elles rappellent aussi une constante israélienne : l'innovation, la résilience économique, la maîtrise technologique et la lucidité stratégique restent des leviers décisifs face aux pressions extérieures.

Mais au-delà des cartes et des discours, l'essentiel se joue ailleurs : dans la reconstruction du pays. Pendant que les nations européennes commentent et que certaines grandes instances internationales s'acharnent, Israël reconstruit. Les familles déplacées doivent être relogées, les kibboutzim du Sud rebâti, les forêts incendiées replantées, les infrastructures civiles réparées, les enfants traumatisés accompagnés. Le pays soigne ses plaies sans attendre l'approbation du monde.

Depuis le 7-October, le KKL est pleinement engagé dans cette reconstruction. Sur le terrain, concrètement, sans slogans. Replanter, reconstruire, aménager, réparer, préparer l'avenir. Fidèle à sa mission historique, le KKL agit là où se joue la continuité d'Israël.

La fête de Tou Bichvat, que célèbre ce numéro d'Adama, n'est pas seulement une tradition où l'on plante des arbres. C'est un geste de confiance dans l'avenir. Même en temps de guerre, on plante. Même sous la menace, on construit. Même dans l'incertitude, on prépare demain.

Israël avance ainsi, avec lucidité et détermination. Et le KKL restera à ses côtés, fidèle à sa mission, parce que reconstruire, aujourd'hui, ce n'est pas attendre la fin de la guerre. C'est agir sans délai et préparer dès maintenant l'avenir d'Israël.

*Hag Ilanot Samea'h*

Daniel BENLOLO  
Délégué Général du KKL de France

Docteur Robert ZBILI  
Président du KKL de France

# UNE PRÉSIDENTE S'ACHÈVE, LA MISSION DU KKL SE POURSUIT

Face aux épreuves du 7-October, le KKL a agi : soutenir, reconstruire et transmettre... Une présidence se termine, une autre débute, mais la continuité de notre action demeure.



Eyal Ostrovsky, Photograph by Kopitchinski

Eyal Ostrovski, nouveau président du KKL-JNF et Ifat Ovadia-Luski présidente sortante (médaillon).



KKL Archives

engagé, à la suite du 7-October et de la guerre existentielle qui s'en est suivie, dans la solidarité nationale, l'accompagnement des populations touchées et le soutien aux enfants et aux jeunes, notamment dans les domaines éducatif et social.

L'action conduite durant ce mandat s'est illustrée par une mobilisation exceptionnelle après le 7-October : renforcement des programmes éducatifs et environnementaux, partenariats étroits avec les collectivités locales, et actions concrètes en faveur des populations affectées, allant de la réhabilitation des espaces naturels et de la replantation des forêts à la reconstruction d'infrastructures civiles et à la création d'espaces dédiés à la résilience des communautés. Malgré la crise, cette présidence a su maintenir une vision de long terme, fidèle à la mission stratégique du KKL : répondre à l'urgence tout en préparant durablement l'avenir d'Israël.

Dans ce moment charnière, le KKL-JNF accueille à sa présidence Monsieur Eyal Ostrovski, récemment élu par les instances de l'institution. Sa prise de fonction intervient dans une période où les attentes sont fortes

et les responsabilités accrues, dans un contexte national et international exigeant.

La mission du KKL

— renforcer l'attachement à la Terre d'Israël, accompagner l'épanouissement des communautés et préserver les espaces naturels comme ressources essentielles pour les générations futures — demeure plus que jamais centrale.

Pour le KKL de Jérusalem, cette transition est l'occasion de renouveler son engagement : continuer de planter, protéger, développer et transmettre. Dans un monde en mutation, l'œuvre du KKL reste un lien vivant entre le passé, le présent et l'avenir. Nous adressons à Ifat Ovadia-Luski notre profonde gratitude pour son leadership exercé dans des circonstances exceptionnelles, et souhaitons à Eyal Ostrovski pleine réussite à la tête de notre institution, au service d'Israël, de sa terre et de son avenir. 🌱

**E**n ce début d'année 2026, le KKL de France tient à saluer la fin du mandat de Madame Ifat Ovadia-Luski à la présidence du KKL de Jérusalem, qui vient de s'achever. Sous sa direction, le KKL a non seulement poursuivi ses missions traditionnelles — plantations d'arbres, aménagement des espaces naturels, réservoirs et projets liés à l'eau, sentiers et parcs ouverts — mais il s'est également fortement



[www.kkl.fr](http://www.kkl.fr)

## BULLETIN D'ABONNEMENT AU MAGAZINE

À retourner au Keren Kayemeth Lelsraël - 11 rue du 4-Septembre, 75002 Paris

☎ 01 42 86 88 88

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal / Ville \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_ E-mail \_\_\_\_\_

Par chèque à l'ordre du KKL

**PRIX DE L'ABONNEMENT POUR 5 NUMÉROS : 25 €**  
 PRIX RÉDUIT (ÉTUDIANTS, PERSONNES SANS EMPLOI) POUR 5 NUMÉROS : 15 €



# L'IMEC : UNE ROUTE DE LA SOIE POUR ISRAËL

C'est en 2023, en marge du G20, qu'est lancé ce mégaprojet de nouvelle route commerciale.

**Le mégaprojet, partant de l'Inde, doit relier l'Europe via le port de Haïfa. Cette opportunité économique majeure, sur fond de grand jeu géopolitique, a été mise en suspens par les massacres du 7-October et la guerre qui s'en est suivie.**

 Par Antoine Colonna, journaliste

**S**eptembre 2023, le G20 est réuni à New Delhi. En marge de ce sommet qui rassemble les principales puissances économiques mondiales, le plus grand projet d'infrastructure multimodale au monde est lancé. Il s'agit du corridor IMEC (India-Middle East-Europe Economic Corridor), qui doit engager plusieurs dizaines de milliards de dollars d'investissements selon les premières estimations. L'acronyme IMEC désigne le tracé du projet. Au départ de l'Inde, il traverse l'océan Indien pour rejoindre la péninsule arabique, via les Émirats arabes unis et Oman, pour s'engager ensuite dans le désert saoudien. Il franchit enfin la frontière jordanienne puis atteint Israël. Il traverse la Judée-Samarie pour trouver sa sortie en Méditerranée sur le port de Haïfa. De là, il part pour rejoindre les marchés européens. Trois principaux ports doivent lui en donner l'accès : le Pirée en Grèce, Trieste en Italie et, bien sûr, le port français de Marseille-Fos.

Un protocole d'entente à huit a été signé par l'Inde, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis, qui sont ainsi les principaux parrains de l'IMEC. Le corridor prévoit bien sûr du fret maritime, mais aussi la construction d'un réseau ferroviaire traversant l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël. Plus encore, l'IMEC sera doublé de lignes à haute tension, de canalisations de transport pour l'hydrogène vert et de câbles numériques pour le transport de données numériques. Le tout avec un objectif final de renforcement de l'intégration entre les trois espaces (Inde/Proche-Orient/Europe) par le développement de routes commerciales plus rapides, plus sûres et présentant une meilleure empreinte carbone.

L'IMEC repose sur des anticipations de croissance du commerce mondial entre l'Inde et l'Europe. C'est évidemment son talon

d'Achille, puisqu'il faudra que les échanges commerciaux entre les deux régions se maintiennent à 6 ou 7 % par an, jusqu'en 2032, pour atteindre un volume de 175 milliards d'euros selon les projections avancées, afin que le projet soit rentable.

## INGÉNIERIE GÉOPOLITIQUE

Au-delà de l'économie, le corridor IMEC a été savamment pensé à Washington. Il poursuit simultanément plusieurs objectifs géopolitiques de première importance.

En favorisant le projet, les États-Unis appuient bien sûr un tracé concurrent des Nouvelles Routes de la Soie, le principal objectif poursuivi par leur grand rival chinois.

Ce faisant, les Américains tentent aussi de profiter de la particularité de la géopolitique indienne, qui se veut "multi-alignée", c'est-à-dire capable de faire des affaires avec tout le monde, tout en étant membre de l'alliance des BRICS portée par la Russie. Par ce projet, Washington entendait renforcer sa coopération avec l'Inde.

Troisième objectif poursuivi par la Maison-Blanche — à l'époque celle de Joe Biden, mais l'administration Trump s'inscrit dans la même logique — : réconcilier pleinement les monarchies arabes avec Israël.

L'affaire est déjà gagnée avec les Émirats arabes unis, Oman et la Jordanie, mais la question de l'Arabie saoudite reste plus complexe. Le prince Mohammed ben Salmane se veut le grand modernisateur de l'économie de son pays. Il est l'homme des grands projets. Le corridor ne lui apporte ainsi que des avantages.

Ainsi, sur le papier, MBS est favorable à l'idée. Pourtant, il doit aussi tenir compte de son opinion publique, travaillée par les courants salafistes. MBS doit également composer avec une certaine concurrence symbolique de champion de l'Islam que



l'Iran des mollahs et la Turquie d'Erdogan lui disputent. Dernier objectif avec l'IMEC : s'affranchir de la double menace iranienne et houthie. Arrivant aux Émirats et à Oman, le projet permet de minimiser l'importance du détroit d'Ormuz, sous la menace permanente de l'armée et de la marine iraniennes. Au sud, le Yémen et le détroit de Bab-el-Mandeb constituent également un point de faiblesse de l'économie mondiale, exploité par les Houthis.

### LA CATASTROPHE DU 7-OCTOBRE

À peine trois semaines après la signature du protocole d'entente sur l'IMEC, le Hamas déclenchait l'attaque la plus sanglante jamais commise contre des civils israéliens, forçant l'État hébreu à une réponse coûteuse.

Conséquence prévisible de ces douloureuses pages : un refroidissement immédiat des relations avec l'Arabie saoudite. Riyad a pris la défense de Gaza, posant ses conditions — notamment la reconnaissance d'un État palestinien — pour pouvoir normaliser ses relations avec l'État hébreu et s'associer aux Accords d'Abraham.

Avec ce choc, le projet IMEC s'enfonçait dans les sables saoudiens avant même la pose d'un premier kilomètre de rail. Un coup de théâtre qui n'a pas été pour déplaire à tout le monde. Comme on l'a vu, l'IMEC permettait un affaiblissement du pouvoir de nuisance de Téhéran, mais, sur le plan économique, il avait aussi des adversaires sérieux au Caire et à Ankara.

Les Égyptiens ont été les premiers à s'interroger sur les conséquences du projet. Ils ont été largement rassurés, notamment par "l'ambassadeur" français du projet, Gérard Mestrallet, qui a expliqué que le canal de Suez serait au contraire dynamisé et renforcé par le corridor, de même que les ports d'Alexandrie, de Damiette et de Port-Saïd.

Un argument qui ne vaut pas, en revanche, pour les Turcs. Dès le G20 de septembre 2023, le président turc Recep Tayyip Erdogan avait tonné : "Nous disons qu'il n'y a pas de corridor sans la Turquie", ajoutant que "la ligne de commerce la plus facile entre l'Est et l'Ouest passe par la Turquie". De fait, Ankara nourrit un autre projet de corridor sous le nom de "Development Road Project", reliant le port irakien de Bassorah à la Turquie par des lignes ferroviaires à grande vitesse. Un projet qui nécessite 17 milliards de dollars d'investissements et qui doit constituer un

ballon d'oxygène pour une économie turque en difficulté. Peut-on penser que l'une des nombreuses motivations de l'attaque du Hamas ait été de se rendre utile à celui qui abrite des cellules de l'organisation terroriste tant à Istanbul qu'à Ankara, et qui accueille régulièrement ses chefs avec le tapis rouge ? En tout état de cause, le 7-October aura eu cette conséquence directe et positive pour les Turcs de retarder considérablement la mise en place de l'IMEC, donnant une avance à leur propre corridor. 🌱

### QUEL FUTUR POUR L'IMEC ?

Si le projet est pour l'instant à l'arrêt, le tronçon de départ entre l'Inde et les Émirats avance. Il est piloté par le fonds souverain indien et le port de Dubaï, qui ont mis en place un Virtual Trade Corridor opérationnel. Il permet de dématérialiser et de fluidifier l'ensemble des démarches administratives entre eux, réduisant significativement les délais lors du passage des douanes.

En Inde, l'opérationnalisation de l'IMEC s'inscrit dans le cadre de la stratégie maritime nationale à l'horizon 2030. Elle prévoit notamment le développement des infrastructures portuaires. Aujourd'hui, l'Inde possède deux ports majeurs, ceux de Bombay et de Mundra au nord. Le gouvernement développe aussi le port de Vadavan en eau profonde, où il va investir 9 milliards de dollars.

En attendant, pour l'économie israélienne, c'est reculer pour mieux sauter. Lors de l'annonce du projet, le Premier ministre Benjamin Netanyahu s'était réjoui, voyant tous les avantages de l'IMEC pour le pays. Le tracé aurait un impact positif sur l'ensemble des infrastructures de l'État hébreu, y compris dans le numérique et l'énergie verte, deux secteurs dans lesquels Israël joue un rôle pionnier.

On peut penser que la conjoncture régionale s'améliorera dans les mois à venir. Les enjeux économiques de l'IMEC sont réels et suffisamment importants pour que l'Arabie saoudite reprenne, plus tôt que tard, le dialogue avec l'État hébreu.

# LA GÉOGRAPHIE COMME DESTIN : ISRAËL ET BAB-EL-MANDEB

Israël regarde vers Bab-el-Mandeb, détroit stratégique reliant la mer Rouge et l'océan Indien. Au cœur des tensions régionales, ce passage vital du commerce mondial redessine aujourd'hui ses priorités géopolitiques.

Par Gil Mihaely, Directeur de la revue *Conflits*



Le port d'Eilat, totalement dépendant du Canal de Suez, des détroits de Tiran et Bab-el-Mandeb.

Le détroit de Bab-el-Mandeb, "la porte des lamentations" en arabe, n'ont sans doute jamais aussi bien porté son nom, tant s'y concentrent aujourd'hui les rivalités régionales et les enjeux stratégiques globaux. Situé à la jonction de la mer Rouge et du golfe d'Aden, ce passage étroit sépare Djibouti et l'Érythrée, sur la rive africaine, du Yémen, sur la péninsule Arabique. Couloir vital du commerce mondial entre l'Asie, l'Europe et la Méditerranée, ce détroit, situé à environ 1 600 kilomètres d'Israël, est devenu un théâtre de projection de la puissance israélienne désormais assumée, à l'heure où la géographie reprend brutalement ses droits et où le contrôle des passages maritimes conditionne à nouveau l'équilibre des puissances.

L'économie maritime israélienne est souvent appréhendée à travers une image un peu simpliste d'un petit État côtier dont la vulnérabilité se concentrerait sur ses ports de Haïfa et d'Ashdod en Méditerranée, et d'Eilat sur la mer Rouge. Ces trois ports sont dépendants de points de passage faciles à contrôler : le canal de Suez et les détroits de Tiran (au sud de la péninsule du Sinaï) et de Bab-el-Mandeb, entre le Yémen et l'Afrique. Aujourd'hui, 98 % du commerce extérieur israélien s'effectue par voie maritime, dont 2 % par le port d'Eilat, totalement dépendant de ces trois points de passage, contrairement aux ports méditerranéens de Haïfa et Ashdod. Cependant, cette margina-

lité d'Eilat n'a rien d'immuable. Avant la révolution iranienne, à une époque où Téhéran entretenait des relations étroites avec Israël et où le canal de Suez était fermé, le port d'Eilat jouait un rôle bien plus central en tant que point d'entrée du pétrole iranien et principale porte d'accès au commerce avec l'Asie. Si Eilat est aujourd'hui marginalisée, des évolutions géopolitiques loin d'être improbables — un changement de régime ou de politique en Iran, une déstabilisation durable de l'Égypte — pourraient lui rendre une partie de son rôle stratégique d'antan.

Cette lecture centrée sur l'accès aux ports israéliens est insuffisante pour comprendre l'importance des goulots d'étranglement du transport maritime pour Israël, une économie profondément intégrée aux flux maritimes mondiaux. Or, cette insertion ne se limite pas à l'usage de ses infrastructures nationales. Elle repose sur la présence d'acteurs israéliens à tous les niveaux de la chaîne de valeur maritime globale, allant des compagnies de transport, affréteurs, logisticiens, sociétés de services portuaires et jusqu'aux assureurs, investisseurs institutionnels et actionnaires de groupes cotés ou privés. Les événements récents l'ont illustré.

Certains navires pris pour cible au large du Yémen n'entretenaient avec Israël que des liens ténus. Dans ce contexte, un blocage durable de ces détroits, ou même une insécurité prolongée, n'affecte pas seulement les escales israéliennes. Il ren-



AdamaStucky / Jevie.com

chérit les primes d'assurance, détourne les routes, désorganise les chaînes logistiques mondiales et pénalise en priorité les acteurs déjà exposés à un risque-pays élevé. Il ne s'agit pas nécessairement d'un blocus formel, mais d'une insécurité diffuse entretenue par des attaques ponctuelles et des menaces crédibles. Cette stratégie permet de frapper des intérêts israéliens sans confrontation directe. On comprend dès lors pourquoi la Corne de l'Afrique occupe une place discrète mais constante dans la stratégie périphérique israélienne.

Historiquement, l'intérêt israélien pour la région s'inscrit dans la continuité de la "doctrine de la périphérie" élaborée dans les années 1950-1960, visant à nouer des alliances avec des États non arabes ou marginalisés du monde arabe. Après la guerre des Six Jours, la marine israélienne avait commandé une nouvelle classe de corvettes, les Sa'ar 4, plus longues et plus robustes, afin de pouvoir opérer en mer Rouge. Deux d'entre elles devaient être déployées dans ce théâtre à l'automne 1973, mais la guerre de Kippour les retint en Méditerranée.

Les Égyptiens exploitèrent cette faille en envoyant un ancien destroyer bloquer le pétrole iranien à Bab-el-Mandeb. Pour lever ce blocage, Israël dut accepter des concessions permettant la survie de la troisième armée égyptienne, encerclée par Tsahal. Ce n'est qu'après la paix avec l'Égypte et la rupture avec l'Iran que la marine israélienne se replea durablement sur la Méditerranée.

L'Éthiopie a longtemps constitué le pilier de cette présence. Pendant la guerre froide, puis dans la période post-soviétique, Israël y entretenait des relations militaires et de renseignement, tout en jouant un rôle clé dans l'exfiltration des communautés juives éthiopiennes.

Au-delà de cette dimension humaine, Addis-Abeba représentait surtout un point d'ancrage stratégique sur la rive ouest de la mer Rouge, à proximité immédiate de Bab-el-Mandeb. La création de l'État érythréen en 1993, qui priva l'Éthiopie de son

accès à la mer, ouvrit un nouveau chapitre. Israël conserva toutefois de bonnes relations avec Addis-Abeba, qui a notamment acquis et déployé des systèmes de défense aérienne israéliens autour du Grand Ethiopian Renaissance Dam afin de protéger l'ouvrage contre d'éventuelles menaces égyptiennes. Sans jamais formaliser d'alliance publique, Israël développa avec Asmara une coopération sécuritaire, faisant du pays un poste d'observation avancé sur l'axe Iran-Houthis-mer Rouge.

Depuis une dizaine d'années, et plus encore depuis les accords d'Abraham, cette présence israélienne s'inscrit dans une architecture régionale élargie où les Émirats arabes unis jouent un rôle central. Abou Dhabi a investi massivement dans les ports, les bases et les infrastructures de la Corne de l'Afrique, notamment à Assab en Érythrée et à Berbera au Somaliland, territoire non reconnu mais relativement stable, doté d'un littoral stratégique sur le golfe d'Aden.

La montée en puissance des Houthis et la stratégie iranienne d'encercler maritime ont transformé la Corne de l'Afrique en arrière-base stratégique du conflit israélo-iranien. Pour Israël, il ne s'agit pas d'y projeter une force massive, mais de mailler l'espace en coopération avec les acteurs du Golfe. L'intensification des frictions dans la zone depuis le 7-October explique ainsi la décision récente de rendre plus visibles les intérêts israéliens dans la région. Dans ce cadre de guerre ouverte contre l'Iran, l'ambiguïté ne suffit plus. Rendre publiques certaines relations permet à Israël de signaler explicitement qu'il dispose de relais au sud de la mer Rouge et qu'une pression sur la navigation commerciale peut entraîner une extension géographique du théâtre stratégique. La même logique explique l'intérêt du Somaliland à officialiser ses relations avec Israël et à afficher ainsi un partenariat avec un acteur puissant et redouté, allié des Émirats arabes unis, afin de se repositionner comme partenaire stable et utile à un moment où les puissances occidentales et du Golfe s'inquiètent de la sécurité des routes maritimes.

Enfin, la publicité de ces relations réduit l'espace de manœuvre de l'Iran et de ses relais. Toute action hostile devient plus clairement escalatoire car, désormais, attaquer ou déstabiliser un partenaire associé publiquement à Israël expose à des réactions plus larges. La visibilité devient ainsi un instrument de dissuasion par clarification.

La convergence des dynamiques déclenchées par les accords d'Abraham et par le 7-October conduit directement aux développements récents autour du détroit de Bab-el-Mandeb. Cette nouvelle configuration des rapports de force régionaux, qui s'exprime par une présence israélienne désormais assumée et revendiquée, constitue la manifestation concrète de l'étendue des intérêts et du poids géopolitique croissant d'Israël sur toute la longueur du rift syro-africain.

À Bab-el-Mandeb, Israël n'observe pas l'Histoire : il y prend sa part. Sa sécurité, comme sa souveraineté, se joue désormais bien au-delà de ses frontières — là où la géographie devient puissance, et du poids géopolitique croissant d'Israël sur toute la longueur du rift syro-africain. 🌿

# LA “STRATÉGIE DE SÉCURITÉ NATIONALE AMÉRICAINE” : EUROPE ET MOYEN-ORIENT, UN SOUTIEN SOUS CONDITIONS !

La nouvelle “stratégie de sécurité nationale américaine” marque une rupture nette dans la manière dont Washington conçoit ses alliances et ses engagements extérieurs. Derrière un recentrage assumé, elle redéfinit la place de l’Europe et d’Israël dans l’agenda stratégique des États-Unis.

 Par Elizabeth Sheppard Sellam, maîtresse de conférences à l’Université de Tours, chroniqueuse géopolitique sur LCI



Le “Oui, mais...” de Trump à l’OTAN, rebat les cartes.

**D**ébut décembre, l’administration Trump a rendu publique sa nouvelle *National Security Strategy* (NSS), un document d’une trentaine de pages qui a rapidement suscité de nombreuses réactions à Washington comme parmi les alliés des États-Unis. Derrière un format volontairement resserré, le texte entérine une inflexion marquée de la politique étrangère américaine, tant dans la définition de ses priorités que dans la manière dont elle distingue partenaires et adversaires.

La stratégie assume une réduction des engagements extérieurs et rompt avec l’idée d’un leadership global exercé de manière systématique. Elle adopte un registre politique et normatif plus affirmé, parfois explicitement civilisationnel, mobilisant les notions de souveraineté, d’identité politique et de valeurs pour structurer sa lecture de l’ordre international. Les alliances n’y apparaissent plus comme des acquis durables, mais comme des relations conditionnelles, susceptibles d’évoluer en fonction de

leur compatibilité avec les priorités américaines.

Cette inflexion dépasse le registre du discours. Elle redessine concrètement la place de partenaires traditionnels dans l’agenda stratégique de Washington. L’Europe et le Moyen-Orient, et en particulier Israël, figurent au premier rang des espaces concernés. Sans annoncer de retrait formel, la stratégie modifie en profondeur les modalités de l’engagement américain dans des régions où les équilibres sécuritaires restent fragiles et les marges d’erreur étroites.

## L’EUROPE : D’ALLIÉ CENTRAL À PARTENAIRE SOUS CONDITIONS

Dans la stratégie actuelle, l’Europe n’est plus présentée comme un centre de gravité stratégique comparable à l’Indo-Pacifique. Elle est abordée avant tout sous un angle fonctionnel, à travers la sécurité du continent, le partage du fardeau au sein de l’OTAN et l’exigence d’une plus grande prise de responsabilité des Européens dans leur propre défense. Cette approche tranche avec les stratégies antérieures, où l’Europe constituait un pilier central de l’ordre international soutenu par les États-Unis.

Au-delà de ce déclassé relatif, c’est surtout le regard porté sur l’Europe qui évolue. Le document critique ouvertement certaines orientations européennes, notamment en matière de régulation économique, de politiques industrielles, de contrôle de l’information ou de souveraineté numérique. Ces choix ne sont pas présentés comme de simples divergences techniques, mais comme des orientations politiques susceptibles d’entrer en tension avec la conception américaine de la liberté et de la souveraineté.

Dans ce cadre, l’Europe n’est plus envisagée comme un partenaire homogène. La stratégie américaine laisse apparaître une lecture différenciée du continent, distinguant implicitement entre des gouvernements jugés compatibles avec les priorités de Washington et d’autres perçus principalement comme des sources de contraintes. Elle esquisse ainsi une relation transatlantique à géométrie variable, dans laquelle l’intensité de la coopération pourrait dépendre du degré d’alignement politique des États européens.

Cette évolution transforme en profondeur la relation transatlantique. Les désaccords ne portent plus seulement sur des

choix militaires ou diplomatiques, mais sur des visions concurrentes de l'ordre politique et économique. Pour les Européens, les implications sont lourdes. La pression s'accroît en faveur d'une prise en charge plus autonome de leur sécurité, dans un contexte où la perspective d'un affrontement prolongé avec la Russie à moyen terme ne peut être exclue. Elle pose des questions centrales sur les capacités militaires réelles de l'Europe, sa cohésion politique et sa capacité à assumer durablement une responsabilité stratégique que Washington ne semble plus disposé à garantir sans conditions.

Les engagements américains au sein de l'OTAN demeurent formellement réaffirmés, mais la coopération apparaît désormais plus transactionnelle. L'Europe n'est plus perçue comme un théâtre nécessitant une attention stratégique constante, mais comme un espace appelé à être stabilisé à moindre coût afin de préserver des marges de manœuvre pour d'autres priorités jugées plus vitales.

Cette évolution européenne n'est pas un cas isolé. Elle s'inscrit dans une relecture plus large des engagements américains, qui touche également le Moyen-Orient.

## ISRAËL ET LE MOYEN-ORIENT : CENTRALITÉ AFFIRMÉE, ENGAGEMENT CONDITIONNEL

La logique de recentrage à l'œuvre en Europe se retrouve également au Moyen-Orient, avec une exception majeure : Israël. Sa sécurité demeure un intérêt stratégique central pour Washington, dans le cadre d'une coopération militaire et d'un partage de renseignements étroits. Cette relation s'inscrit cependant dans un environnement régional que les États-Unis entendent désormais reléguer au second plan.

Le document présente explicitement le Moyen-Orient comme une région qui ne doit plus structurer l'agenda stratégique américain. Les facteurs ayant longtemps justifié un engagement prioritaire, qu'il s'agisse de la dépendance énergétique ou du risque de contagion globale des conflits, sont jugés moins déterminants. L'objectif est désormais de gérer les menaces persistantes sans reproduire des schémas d'engagement prolongé ni de pilotage direct des équilibres régionaux.

Cette orientation repose sur une logique de délégation accrue. Israël est présenté comme un acteur pivot face à l'Iran et aux organisations armées qui lui sont affiliées. Le soutien américain demeure politique, militaire et technologique, mais l'initiative opérationnelle est appelée à être largement régionalisée. À court terme, Washington conserve des leviers d'influence réels sur les choix israéliens, liés à la coopération militaire et à la coordination stratégique. Cette capacité reste toutefois politiquement contingente, dépendant étroitement des équilibres internes du système politique israélien, ce qui en limite la portée dans le temps.

La stratégie ne propose pas de cadre permettant de transformer cette influence ponctuelle en mécanisme durable de stabilisation. Cette limite apparaît clairement dans le traitement du dossier de Gaza. Le document privilégie la prévention des escalades et l'endiguement des crises, sans proposer de plan opé-

rationnel de stabilisation. Toute perspective durable se heurte au refus du Hamas, comme du Hezbollah au Liban, d'envisager un désarmement, rendant illusoire la mise en place d'une architecture sécuritaire pérenne.

Plus largement, la stratégie repose sur une lecture relativement optimiste de l'environnement régional, présenté comme un espace émergent de partenariats et d'investissements. Cette vision contraste avec une réalité sécuritaire marquée par une instabilité persistante, à Gaza comme en Cisjordanie, ainsi que par les tensions durables sur la frontière nord d'Israël face à un Hezbollah affaibli mais non désarmé. Dans cette logique, la charge de la reconstruction est implicitement renvoyée aux acteurs locaux et régionaux disposant de capacités financières suffisantes.

La stratégie américaine s'organise autour d'un recentrage clair des priorités, dont l'Indo-Pacifique constitue le point d'ancrage principal. Cette réorientation s'accompagne d'un recentrage plus large sur l'environnement stratégique immédiat des États-Unis, où la maîtrise de l'espace hémisphérique apparaît comme un préalable à toute projection extérieure, dans une logique qui évoque une forme de doctrine Monroe revisitée. L'opération récente menée au Venezuela, ainsi que les pressions et mises en garde adressées à Cuba ou à certains États d'Amérique latine, constituent une illustration concrète de cette priorité donnée au voisinage stratégique direct.

Ce cadre explique la volonté de limiter les engagements directs en Europe et au Moyen-Orient, sans rompre formellement avec les alliés concernés.

Reste une incertitude majeure : la capacité de cette stratégie à tenir dans le temps. Elle repose sur l'hypothèse d'une stabilisation suffisante des théâtres européens et moyen-orientaux pour permettre aux États-Unis de concentrer durablement leurs ressources ailleurs. Or, la persistance des tensions dans ces régions pourrait rapidement mettre à l'épreuve un recentrage que la stratégie présente comme acquis. 🌐

### ALLER PLUS LOIN EN FRANÇAIS

*Trump strategy document revives Monroe Doctrine, slams Europe — Reuters*

Document stratégique qui ravive la doctrine Monroe et critique l'Europe.



*National Security Strategy 2025 — texte officiel. (Maison-Blanche)*



*The Conversation, "l'Internationale trumpiste : la stratégie de sécurité nationale 2025", comme manifeste idéologique.*



# UN ANTISÉMITISME D'AMBIANCE : QUAND CERTAINES ONG ET UNIVERSITÉS ONT CESSÉ DE TRACER LA LIGNE ROUGE

Une manifestation pro-palestinienne, moins d'une semaine après le 7-October 2023 !

**Après le 7-October, certaines ONG et des grandes institutions universitaires ont cessé de tracer la frontière entre critique politique et négation de l'existence d'Israël. Un glissement idéologique qui banalise l'antisémitisme au cœur même des démocraties.**

**Par Elizabeth Sheppard Sellam, maîtresse de conférences à l'Université de Tours, chroniqueuse géopolitique sur LCI**

Lorsqu'une figure centrale du monde des droits humains explique publiquement qu'elle a cessé de financer certaines organisations en raison de leurs prises de position après le 7-October, il ne s'agit ni d'un incident marginal ni d'un simple désaccord idéologique. C'est un signal d'alarme démocratique. En retirant son soutien à plusieurs ONG, Sigrid Rausing, l'une des grandes philanthropes britanniques engagées de longue date dans la défense des droits humains, a mis des mots et des actes sur une dérive que beaucoup préfèrent encore ignorer : une partie du champ des droits humains a franchi une ligne morale en rendant acceptable un discours qui nie l'existence même d'Israël et vise les Juifs.

Cette prise de position est d'autant plus significative qu'elle vient de l'intérieur. Rausing a estimé que certaines organisations qu'elle soutenait ne relevaient plus de la critique politique, mais de la justification ou de la banalisation d'une violence dirigée contre des civils juifs, sous couvert d'antisionisme et de "résistance". Autrement dit, elle a reconnu que le langage des droits humains pouvait désormais servir de paravent à une idéologie antisémite.

Ce que révèle cette prise de position, ce n'est pas seulement une dérive du monde associatif. C'est un mécanisme plus profond, partagé par de nombreuses démocraties occidentales : l'incapacité

croissante à reconnaître l'antisémitisme lorsqu'il ne se présente plus sous ses formes historiques les plus évidentes. Lorsqu'il s'exprime par la négation du droit d'Israël à exister, par la justification de violences commises contre des Juifs, ou par la désignation systématique des Juifs comme groupe problématique, il continue pourtant d'être toléré dans des espaces qui se revendiquent progressistes et moraux.

Ce constat éclaire une dynamique bien plus large. Les démocraties occidentales continuent de considérer l'antisémitisme comme un phénomène marginal, résiduel, presque anachronique. Elles se rassurent en rappelant leurs lois, leurs dispositifs mémoriels, leurs déclarations de principe. Pourtant, ce qui se joue aujourd'hui est d'une autre nature. Il ne s'agit pas seulement d'actes violents ou de propos extrêmes, mais de la normalisation progressive d'une idéologie qui attaque l'existence même d'Israël et, par ce biais les Juifs au cœur même d'espaces censés incarner la morale démocratique : ONG, universités, milieux militants, institutions culturelles.

Ce basculement ne s'est pas produit du jour au lendemain. Il est le produit d'années de glissements intellectuels, durant lesquelles la vigilance face à l'antisémitisme a été remplacée par une suspicion systématique à l'égard des Juifs, dès lors qu'ils sont associés, directement ou symboliquement, à l'État d'Israël. Pendant longtemps, cette dérive a été minimisée ou relativisée,

au nom de la liberté d'expression ou de la critique politique. Le 7-October a brutalement mis fin à cette illusion.

Les massacres perpétrés par le Hamas n'ont pas seulement déclenché une guerre. Ils ont agi comme un révélateur. Dans de nombreuses démocraties occidentales — aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe continentale — une partie du monde militant, universitaire et associatif n'a pas réagi par une condamnation claire et sans ambiguïté du terrorisme antisémite. Elle a relativisé, contextualisé, parfois même légitimé ces attaques au nom de la "résistance", en s'attaquant non pas à une politique israélienne précise, mais à la légitimité même de l'État juif. Ce déplacement est décisif, car il marque le passage du débat politique à la remise en cause existentielle.

Il faut donc nommer les choses sans détour. Nier à Israël le droit d'exister n'est pas une opinion politique parmi d'autres. C'est une remise en cause du droit à l'autodétermination du peuple juif. Comme le rappelle la définition de l'IHRA, contester ce droit constitue une forme contemporaine d'antisémitisme. Cette définition n'a jamais eu pour objet de museler la critique politique. Elle vise à fixer une ligne rouge minimale entre le débat légitime et la négation d'un droit collectif fondamental. Lorsque cette ligne disparaît, c'est l'ensemble de l'architecture démocratique qui se fragilise.

Dans la pratique, cet antisionisme radical ne reste jamais abstrait. Il se déplace vers les individus. Il transforme des Juifs, où qu'ils vivent, en représentants supposés d'un État honni, sommés de se justifier, de se désolidariser ou de renoncer à une part de leur identité pour être tolérés. C'est ainsi qu'émerge un antisémitisme d'ambiance, un climat diffus dans lequel la désignation des Juifs redevient socialement acceptable dès lors qu'elle se présente sous les habits de la justice, de la décolonisation ou des droits humains.

Les conséquences de ce climat ne sont pas théoriques. Elles se traduisent dans la vie quotidienne des Juifs, bien au-delà des zones de conflit. Dans plusieurs pays européens, et notamment en France, le fait que toutes les institutions juives vivent sous protection permanente n'est pas un détail sécuritaire. C'est le symptôme d'un échec en amont. Lorsqu'une démocratie doit déployer durablement des forces de l'ordre devant les écoles, les synagogues ou les centres communautaires d'une minorité, ce n'est plus une crise. C'est l'aveu que quelque chose a été laissé s'installer dans le discours public.

C'est précisément ce mécanisme que Rausing a voulu dénoncer par ses décisions. En retirant des financements, elle a rappelé une évidence trop souvent oubliée : défendre les droits humains implique de condamner sans ambiguïté la violence antisémite, et non de l'excuser lorsqu'elle vise des Juifs ou l'État juif. Elle n'a jamais remis en cause le droit de critiquer Israël, y compris sévèrement. Elle a rappelé qu'il existe une frontière morale infranchissable dès lors que la violence est relativisée ou justifiée parce que ses victimes sont juives.

Ce phénomène dépasse largement le Royaume-Uni. Aux États-Unis, certains campus universitaires sont devenus des espaces où l'on peut appeler à la disparition d'Israël sans être immédiatement disqualifié, tandis que les administrations hésitent à in-



Un manifestant de l'ONG Amnesty International.

tervenir, paralysées par la peur d'être accusées de censure ou de parti pris politique. Cette hésitation institutionnelle envoie un message clair : il n'existe plus de ligne rouge clairement assumée. Lorsque des ONG, des collectifs ou des responsables politiques expliquent que la remise en cause de l'existence d'Israël serait une opinion parmi d'autres, ils déplacent la norme et rendent plus difficile la reconnaissance de l'antisémitisme contemporain.

Il faut donc être parfaitement clair : dans une démocratie, attaquer l'existence même d'Israël n'est pas légitime. Ce n'est pas une position politique parmi d'autres. C'est une expression de l'antisémitisme, au sens même de la définition de l'IHRA. Remettre en cause cette définition, ce n'est pas élargir la liberté du débat ; c'est affaiblir la capacité des institutions à nommer et à combattre l'antisémitisme contemporain.

À cet égard, les premières orientations prises par Zohran Mamdani, nouvellement élu comme Maire de New-York, visant à écarter la définition IHRA comme référence institutionnelle, sont révélatrices. Elles traduisent un recul symbolique lourd de conséquences, en laissant entendre que la protection minimale contre l'antisémitisme serait devenue suspecte.

L'alerte lancée par Rausing ne doit donc pas être reléguée au rang d'un débat interne au monde associatif. Elle pointe une dérive profonde : lorsque des sociétés deviennent incapables de tracer clairement la ligne entre critique politique et négation de l'existence juive, elles échouent avant même d'avoir à déployer des forces de l'ordre.

L'antisémitisme contemporain ne se présente plus toujours comme une haine revendiquée. Il se pare des habits de la morale. Et tant que les démocraties refuseront de le nommer pour ce qu'il est, elles continueront à protéger après coup ce qu'elles ont laissé délégitimer en amont. 🌱

# LE DROIT INTERNATIONAL N'A JAMAIS GOUVERNÉ LE MONDE : CE QUE L'HISTOIRE D'ISRAËL NOUS ENSEIGNE

La capture du dictateur vénézuélien Nicolás Maduro par les États-Unis, début janvier 2026, a mêlé condamnations juridiques et soulagement populaire. Elle rappelle une vérité simple : l'ordre international ne procède pas du droit, mais du rapport de forces. L'histoire israélienne est, à cet égard, particulièrement éclairante.



Par Emmanuel Ruimy, spécialiste des relations institutionnelles et analyste de la vie publique

**L**une des illusions les plus tenaces de la pensée politique contemporaine est de croire que l'ordre international serait, ou aurait été, régi par le droit. Érigée en idéal moral ou en horizon du progrès, cette croyance relève d'un contresens historique fondamental : l'ordre international n'a jamais été juridique par nature, mais politique, conflictuel et structuré par le rapport de forces.

Cette illusion repose sur une analogie trompeuse : le droit international est parfois pensé comme un droit interne inachevé, l'esquisse imparfaite d'un futur État de droit mondial. Or la différence n'est pas de degré mais de nature : le droit interne suppose une souveraineté, un monopole de la violence et une capacité d'exécution, qui n'existent pas à l'échelle internationale. Faute de gouvernement mondial, de police globale ou de juge suprême, l'ordre international est anarchique par structure.

## UN DROIT QUI DISCIPLINE LA VIOLENCE

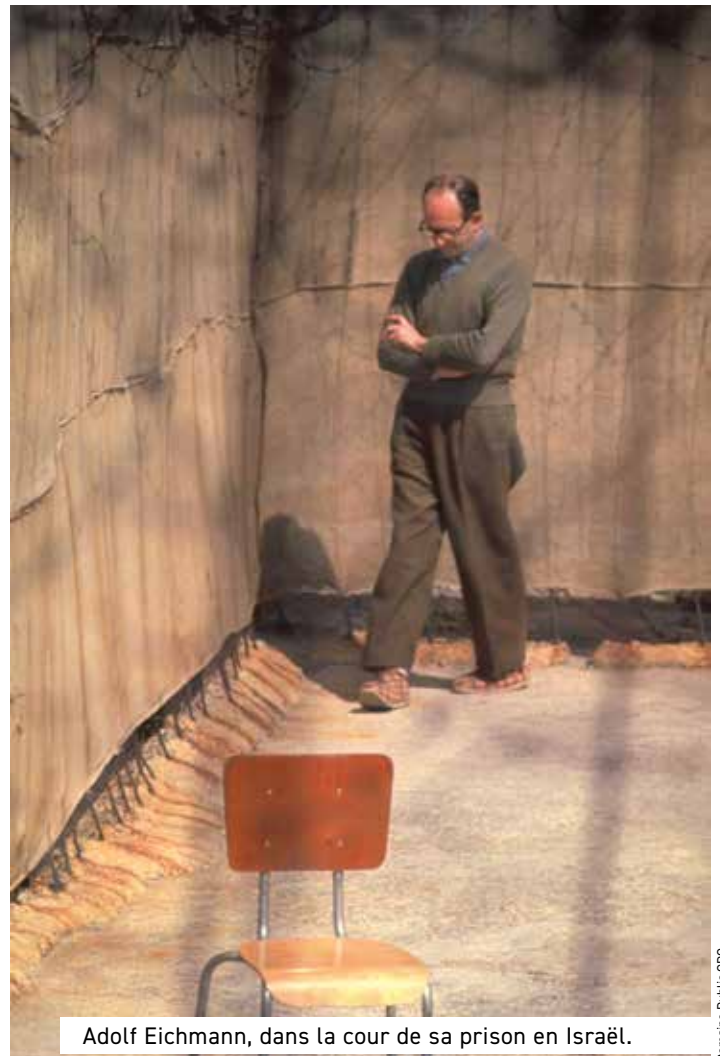
La confusion occidentale tient sans doute à la parenthèse post-guerre froide dont l'apothéose fut la première guerre du Golfe. L'hégémonie américaine a été rétrospectivement interprétée comme un "règne du droit", la puissance tenant lieu de police globale et l'universalité des normes résultant de l'absence de contestation. Lorsque cette hégémonie s'érode, l'illusion se dissipe : le droit international ne transcende pas les rapports de force, il les fige, sanctuarisant des compromis issus de la domination et conservant la puissance acquise, comme l'illustrent le veto au Conseil de sécurité, les frontières héritées des victoires militaires ou le régime de non-prolifération nucléaire.

Cela ne rend pas le droit international inutile ni moralement vain. Sa vocation demeure pleinement légitime : réduire la violence et organiser la coopération. Mais cette vocation est structurellement bornée. Le droit n'abolit jamais la violence ; il la discipline tant que l'équilibre des puissances rend la transgression dissuasive. Il régit le normal, rarement le tragique, et perd toute force contraignante dès lors que des intérêts vitaux sont en jeu, ou qu'un acteur suffisamment puissant agit sans rencontrer de résistance effective.

Cette limite apparaît avec une clarté particulière dans plusieurs sé-

quences de l'histoire israélienne, où le droit international cède non par choix idéologique, mais parce que la survie même de l'État en dépend.

En 1960, Adolf Eichmann, architecte de la déportation des Juifs d'Europe, se cache en Argentine, hors de portée de tout mécanisme international effectif. Israël l'enlève et le juge à Jérusalem. L'acte viole le



Adolf Eichmann, dans la cour de sa prison en Israël.



En 1976, retour en Israël des otages d'Entebbe.

droit et est condamné par la résolution 138 du Conseil de sécurité, mais l'alternative était limpide : respecter le droit existant revenait à accepter l'impunité d'un crime de masse sans précédent.

En 1967, face à la mobilisation coordonnée de plusieurs armées arabes, au retrait des forces de l'ONU du Sinaï, au blocus du détroit de Tiran et à des appels explicites à sa destruction, Israël frappe préventivement l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Le droit international encadre mal la légitime défense préventive ; attendre le premier coup aurait signifié accepter un risque existentiel immédiat.

En 1976, un avion détourné est conduit à Entebbe, où les otages israéliens et juifs sont séparés avec la complicité du régime d'Idi Amin. Aucune instance internationale n'est en mesure d'agir à temps. Israël lance une opération militaire unilatérale sans couverture juridique préalable, mais sauve la quasi-totalité des otages.

## LES STRATÉGIES DE CONTOURNEMENT DU DROIT

D'Osirak en 1981 à Al-Kibar en 2007, Israël a frappé des installations nucléaires irakienne puis syrienne en violation du droit international, faute de mécanismes capables d'agir à temps. Dans les deux cas, l'inaction était jugée incompatible avec la survie de l'État, et l'action, juridiquement condamnable, sera ensuite reconnue comme ayant freiné la prolifération régionale. La guerre des Douze-Jours de juin 2025 entre Israël et Iran s'inscrit dans cette même logique de prévention existentielle, lorsque le droit international se révèle trop



La centrale nucléaire Irakienne d'Osirak, après sa destruction par Israël, en 1981.

lent ou impuissant face à une menace stratégique en voie d'irréversibilité.

Après le 7-October, le droit international reconnaît à Israël, au titre de l'article 51 de la Charte des Nations unies, un droit de légitime défense encadré par la proportionnalité. Mais que signifie cette exigence face au Hamas, qui massacre des civils, enlève des enfants et enfouit ses capacités militaires au cœur des zones habitées ? Le droit borne l'usage de la force, mais demeure impuissant face à des stratégies conçues précisément pour exploiter ses limites.

L'inverse mérite tout autant l'attention. Le conflit israélo-arabe offre de multiples exemples où le droit international ne se contente pas d'échouer à corriger l'injustice, mais en devient l'un des mécanismes d'organisation et de pérennisation.

Ainsi, avec la création en 1949 de l'UNRWA, distincte du régime universel des réfugiés, un statut d'exception transmissible héréditairement a été institué pour les Palestiniens, sans perspective crédible d'intégration ni de réinstallation. Là où le droit des réfugiés vise ailleurs la sortie de la condition de réfugié, il organise ici sa reproduction de génération en génération, condamnant des populations entières à une sous-citoyenneté durable. Ici, le droit international cesse d'être un instrument de sortie du conflit pour devenir un mécanisme de conservation du conflit

## LE DROIT ONUSIEN QUI S'ACHARNE SUR ISRAËL

Ces situations dépassent largement le cas israélien. Israël n'est pas une exception, mais un cas-limite où se concentrent droit international, survie existentielle et surpolitisation normative. L'acharnement disproportionné des instances onusiennes à son encontre, comme l'usage du droit international par des régimes autoritaires à des fins de propagande, en offrent une illustration claire : le droit neutralise souvent moins le rapport de forces qu'il n'en prolonge la logique sur un autre terrain.

Ce constat vaut comme un avertissement pour l'Europe. En faisant du droit une valeur autosuffisante, elle a oublié la puissance qui seule lui donne prise sur le réel. Devenue spectatrice du retour des empires, elle parle le langage juridique dans un monde redevenu tragique. La séquence est pourtant constante : la force précède la norme. En l'inversant, l'Europe a affaibli l'une et l'autre.

Reconnaître cette réalité ne revient pas à excuser la violence prédatrice, comme l'invasion russe de l'Ukraine. C'est au contraire rappeler que le droit ne se maintient pas par la seule vertu de ses principes, mais par la capacité des démocraties qui y croient à en garantir l'effectivité. Le danger n'est pas le "retour" de la loi du plus fort, qui n'a jamais cessé d'exister, mais l'illusion selon laquelle le droit pourrait agir sans puissance pour le soutenir.

Lorsque les démocraties libérales renoncent à la puissance, l'espace qu'elles désertent n'est pas occupé par davantage de coopération ou de morale, mais par des régimes autoritaires cyniques qui méprisent ouvertement les droits humains et les libertés fondamentales. Renoncer à la force par scrupule, c'est la céder à ceux qui la revendiquent sans scrupule. ☹️



# IRON BEAM

## LE NOUVEAU LASER ISRAËLIEN QUI POURRAIT FAIRE FONDRE LES BOYCOTTS EUROPÉENS

Le “faisceau de fer” change la donne militaire. Une technologie que l’Union européenne, coutumière des embargos politiques à géométrie variable envers Israël, devrait rapidement convoiter.

 Par Etienne Fauchaire, journaliste

**L**e 28 décembre dernier, l’armée israélienne a réceptionné une première capacité opérationnelle d’une arme qui n’existait jusqu’alors que dans les films de science-fiction. Baptisé “Iron Beam” (faisceau de fer), ce système laser à haute puissance, dont la puissance visée atteint jusqu’à 100 kilowatts selon les configurations, intercepte drones, roquettes et obus de mortier en quelques secondes. Invisible à l’œil nu, le faisceau agit comme un chalumeau à distance : il chauffe sa cible jusqu’à la destruction ou l’activation de son détonateur.

Ce transfert marque un jalon historique. “C’est la première fois au monde qu’un système laser d’interception de ce type atteint la maturité opérationnelle”, a déclaré le ministre de la Défense Israel Katz lors de la cérémonie de livraison, affirmant que cette technologie “change les règles du jeu et envoie un message clair à tous nos ennemis”.

Développé depuis 2014 par Rafael Advanced Defense Systems, avec la participation technologique d’Elbit Systems, l’Iron Beam ne remplace pas le célèbre Dôme de fer, mais le complète. La révolution est d’abord économique : là où les intercepteurs Tamir coûtent environ 70 000 euros pièce, une interception laser revient à quelques euros

d’électricité. Et tant qu’il y a du courant, il y a des munitions. Pour les stratèges israéliens, cette technologie équivaut à la découverte d’un gisement pétrolier.

### L’ÉQUATION INVERSÉE

L’innovation arrive à un moment charnière pour les armées européennes, sommées par Washington de muscler leurs arsenaux. Depuis l’éclatement du conflit russo-ukrainien en 2022, les essais de drones bon marché ont bouleversé l’art de la guerre. Les systèmes de défense traditionnels peinent à les contrer, ou alors à des coûts prohibitifs. Aussi, l’Iron Beam promet d’inverser l’équation : là où attaquer coûtait moins cher que se défendre, c’est désormais l’inverse. Un drone FPV à quelques centaines d’euros, comme ceux qui saturent le ciel ukrainien ? Neutralisé en deux secondes. Trois par temps de pluie. Pour trois euros !

Malgré l’intérêt que suscite le faisceau de fer en Europe, sa commercialisation pourrait sembler vouée à l’échec, en raison de la dégradation des relations diplomatiques avec l’Etat hébreu. Chacun a en mémoire l’épisode du salon du Bourget 2025, où les stands israéliens avaient été recouverts de bâches noires à la suite d’une décision ad-

ministrative française. Ce serait oublier que le Vieux Continent, depuis le déclenchement de la guerre à Gaza, pratique un grand écart qui confine au double standard.

## LE DOUBLE JEU EUROPÉEN

D'un côté, les gouvernements européens de gauche ou du centre, Emmanuel Macron en tête, n'ont pas ménagé leurs critiques contre l'opération militaire israélienne face au Hamas, certains procédant à des embargos ou des sanctions, fussent-elles symboliques. L'Espagne, comme la Slovénie, a formalisé un embargo total, interdisant exportations et importations. La France et le Royaume-Uni ont suspendu certaines licences d'exportation. L'Italie, sous pression de l'opposition, a décidé de geler ses livraisons. L'Allemagne, quant à elle, a gelé à l'été 2025 tout envoi d'équipements susceptibles d'être utilisés à Gaza, avant de lever ces restrictions en novembre.

De l'autre, lorsqu'il s'agit de s'armer contre la Russie, nombre de ces gouvernements européens mettent vite de côté leurs scrupules. Berlin, deuxième fournisseur d'armes d'Israël après Washington, en offre un exemple saisissant. Alors même que des restrictions ciblées étaient en vigueur, les Allemands négociaient un contrat de 3,1 milliards de dollars pour des systèmes "Arrow 3", formellement signé fin 2023, s'ajoutant aux 3,5 milliards d'un accord antérieur. Total : 6,6 milliards de dollars, la plus importante vente d'armes de l'histoire d'Israël.

## LA RUÉE VERS L'EST

L'Allemagne n'est pas seule. Une bonne partie de l'Europe s'arme massivement chez les industriels israéliens. La Grèce négocie un bouclier antiaérien "Achille" d'un montant estimé à 3 milliards d'euros, combinant les systèmes "Barak MX", "Fronde de David" et "Spyder". La Roumanie a signé un accord-cadre de 2 milliards d'euros pour des systèmes "Spyder," la plus importante acquisition de défense de son histoire. La Slovaquie s'est dotée du "Barak MX" pour 560 millions d'euros. La Finlande a acquis la Fronde de David pour 317 millions d'euros, tandis que l'Estonie a signé un contrat de munitions rôdeuses, présenté par les autorités locales comme l'un des plus coûteux de son histoire. Le Royaume-Uni, la Pologne, la République tchèque, le Danemark et les pays baltes suivent le mouvement.

Par ailleurs, les combats à Gaza ayant été interrompus, de nombreux pays européens semblent désormais encore plus décomplexés pour traiter ouvertement avec l'État hébreu, observe le Wall Street Journal. En décembre dernier, lors d'une conférence du ministère israélien de la Défense à Tel-Aviv, des délégations allemandes, norvégiennes et britanniques ont ainsi assisté à des démonstrations de technologies présentées comme ayant été éprouvées à Gaza et au Liban, alors même qu'Oslo a désinvesti de Caterpillar et que Londres maintient un embargo partiel.

Yoav Tourgeman, PDG de Rafael, le souligne : les pressions anti-israéliennes en Europe n'ont, en réalité, guère entamé ses ventes. "Les Européens achètent notre équipement parce que c'est le meilleur disponible. S'ils ne le font pas, ils seront moins performants", confie-t-il à *Breaking Defense*. Le patron de Rafael se montre donc peu inquiet pour l'avenir.



Salon du Bourget : le stand israélien masqué.

## PARIS EN EMBUSCADE

Emmanuel Macron, hostile à l'accord israélo-allemand de 2023, pourrait-il chercher à entraver une offensive commerciale israélienne en Europe ? Dans une note de 2014, le Centre Begin-Sadate pour les études stratégiques (BESA), rattaché à l'université Bar-Ilan en Israël, pointait déjà la propension des autorités françaises à épouser le "palestinisme", reflet d'une opinion travaillée par une gauche médiatique dominante, et, partant à privilégier l'industrie de défense nationale face à la concurrence israélienne. Un soupçon que l'épisode du Bourget a ravivé. Plusieurs observateurs israéliens voient dans la décision française une volonté de ménager la population musulmane de l'Hexagone, mais aussi de saper les ambitions commerciales de l'État hébreu sur le continent.

Cependant, avec l'arrivée de l'Iron Beam, Israël creuse l'écart. La France dispose certes de son propre laser, l'HELMA-P, mais celui-ci accuse une génération de retard. Plus qu'une prouesse technologique, le faisceau de fer israélien devrait donc s'affirmer comme un puissant levier géopolitique en Europe, au service d'une ambition de l'État juif : son autonomie stratégique.

L'histoire israélienne est jalonnée de ruptures d'approvisionnement paralysantes : embargo français à la veille de la guerre des Six Jours en 1967, tergiversations américaines durant la guerre de Kippour en 1973, restrictions occidentales à l'exportation d'armes durant la guerre à Gaza... Benjamin Netanyahu veut tourner cette page. Dans cette optique, il a dévoilé en décembre un plan d'investissement, estimé à 108 milliards de dollars sur dix ans, pour bâtir une industrie d'armement souveraine en vue de "réduire la dépendance envers tous les acteurs, y compris les amis".

L'Europe, désireuse de protéger ses infrastructures critiques face aux drones, pourrait donc se retrouver face à une réalité, pour l'heure, inéluctable : la défense laser s'imposera comme une nécessité stratégique, et Israël en contrôle la technologie. Les gouvernements qui sermonnent à la tribune pourraient bien, de nouveau, être ceux qui achètent discrètement au comptoir. 🌿

# ISRAËL : DES INNOVATIONS MALGRÉ LES DÉFIS SÉCURITAIRES

L'inventivité israélienne est guidée par la recherche constante de solutions à des défis. Le soutien solide de l'État, la culture du risque et une résilience hors normes permettent l'émergence d'entreprises aux retombées mondiales. Voici un palmarès d'innovations israéliennes qui offrent un avenir plus durable et plus sûr pour tous.



Par Esther Amar, journaliste scientifique

## IA ET HIGH-TECH



Freepik-Site Code Blue

"Code Blue" a permis la localisation d'otages dans les tunnels du Hamas.

Israël se caractérise par un taux d'adoption de l'intelligence artificielle deux fois supérieur à celui de l'Union européenne, et par des entreprises innovantes telles que "Code Blue", qui réduit la durée des cyberattaques, limite leurs impacts opérationnels, financiers et réglementaires et protège l'image des entreprises. L'équipe de "Code Blue" a également participé à la localisation des otages dans les tunnels du Hamas.

De son côté, la société israélienne D-ID a créé un agent conversationnel en IA à l'apparence humaine photoréaliste (classé parmi les meilleures inventions 2025 du *Time Magazine*), capable d'assurer une interaction

fluide et personnalisée avec l'utilisateur d'un téléviseur. En informatique quantique cinq start-ups israéliennes – Quantum Machines, Quantum Art, Classiq, QuamCore et Qedma – ont levé 500 M\$ en 2025, positionnant Israël parmi les pôles les plus dynamiques au monde.

Le modèle de langage à grande échelle conçu par la start-up israélienne AI21 Labs, qui améliore la précision des LLM jusqu'à 50 %, a séduit le géant Nvidia.

Israël est aussi un maillon clé de l'écosystème mondial des semi-conducteurs. Intel, Nvidia et un écosystème local dense de start-ups spécialisées dans la conception de puces pour l'IA, l'automobile et la défense attirent des investissements massifs. La société israélienne Hailo propose des processeurs d'IA embarquée pour améliorer la perception et la vidéo.

À noter : Israël a rejoint l'initiative internationale *Pax Silica*, qui vise à sécuriser les chaînes d'approvisionnement mondiales. ■

## ESPACE – TRANSPORTS – ÉNERGIE

Et si demain les lancements spatiaux utilisaient l'électricité ?



AdobeStock

Les technologies de propulsion utilisées dans le secteur spatial font partie des plus fortes émettrices de CO2. La start-up israélienne Moonshot Space développe un lanceur électromagnétique de haute puissance, conçu pour propulser des objets dans l'espace grâce à l'électricité et non au carburant chimique.

Les sociétés israéliennes SaverOne et Brenmiller Energy figurent également parmi les meilleures inventions 2025 du *Time Magazine*. Largement adopté en Israël, SaverOne bloque l'utilisation des applications sur smartphone au volant, améliorant ainsi la sécurité routière. Brenmiller Energy, leader du stockage d'énergie thermique, utilise des roches concassées pour stocker la chaleur à haute température et remplacer les chaudières industrielles par de l'électricité renouvelable ou bon marché, en délivrant de la vapeur ou de l'air chaud à la demande. ■



## AGRICULTURE

L'agriculture intensive et le changement climatique créent un besoin critique d'irrigation de précision. La plateforme numérique israélienne Phytech, déployée dans plusieurs pays, aide les agriculteurs à piloter leurs cultures en temps réel. Des capteurs IoT, combinés à

l'IA, analysent en continu les données pour mesurer le stress des plantes, l'humidité et la météo, afin d'améliorer les rendements tout en réduisant la consommation d'eau et les intrants. Cet outil d'aide à la décision s'adapte à une large gamme de cultures et de climats. La société israélienne BlueWhite (Robot-as-a-Service, RaaS), qui développe un tracteur agricole autonome (vision par ordinateur, IA, outils intelligents), piloté depuis sa base à Tel-Aviv, travaille déjà avec vingt des principaux producteurs de cultures permanentes aux États-Unis. ■

## ALIMENTS DU FUTUR

Selon l'OCDE-FAO, les émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture mondiale augmentent. Les sociétés israéliennes Remilk et Gad Dairies ont créé un lait caché, végétarien et faible en sucre, au goût similaire au lait traditionnel, sans recourir aux animaux. Remilk reproduit la protéine présente dans le lait de vache grâce à un processus de fermentation : un segment d'ADN est in-

serti dans une levure, qui devient alors une "usine" à protéines. À cause du réchauffement climatique et de la déforestation, le cacao pourrait disparaître d'ici 2050. La start-up israélienne Celleste Bio a mis au point un chocolat cultivé en laboratoire, en combinant biotechnologies, agri-tech et IA, pour produire des fèves 100 % naturelles et homogènes, à grande échelle. Pour sécuriser l'approvisionnement mondial en vanille, la société israélienne Vanilla Vida

utilise l'imagerie et l'agriculture de précision pour surveiller la maturation en serres climatisées, réduire le temps de culture et obtenir une vanille plus concentrée en arômes. L'entreprise, classée parmi les meilleures inventions 2025 par le *Time Magazine*, a récolté ses premières gousses en janvier. ■



## SANTÉ



Plus de 15 millions de personnes dans le monde souffrent de paralysie à la suite d'une lésion de la moelle épinière. Pour leur permettre de remarcher, le Pr Tal Dvir, de l'université Bar-Ilan, et le laboratoire Matricelf développent une thérapie cellulaire révolutionnaire : des cellules sanguines du patient sont reprogrammées en cellules souches, fixées dans un hydrogel issu d'un prélèvement de tissu adipeux, puis greffées de part et d'autre de la lésion afin de régénérer le tissu nerveux.

Huit patients, dont des soldats israéliens blessés, bénéficieront d'essais compassionnels. De son côté, la start-up TytoCare a développé une clinique connectée à domicile, permettant aux familles de réaliser des examens médicaux à distance avec un médecin, grâce à l'IA. Classée parmi les meilleures inventions du *Time Magazine 2025*, TytoCare collabore déjà avec plus de 220 organismes de santé dans le monde. ■

## CLIMATE-TECH



L'énergie des vagues génère de l'électricité.

Basée à Tel-Aviv et fondée en 2011 par Inna Braverman et David Leb, Eco Wave Power a développé une technologie qui produit de l'électricité grâce à l'énergie des vagues, via des flotteurs installés sur les ports. Il s'agit de la première centrale houlomotrice raccordée au réseau. Des projets pilotes sont en cours à Jaffa, Gibraltar, au Mexique et bientôt à Los Angeles, Taïwan et au Portugal. ■

## ALGUES TOXIQUES – EAU – IRRIGATION

La prolifération des cyanobactéries menace la qualité de l'eau et la biodiversité dans des millions de plans d'eau à travers le monde. Les solutions de traitement de la société israélienne BlueGreen Water Technologies, pilotées par IA, éliminent rapidement ces algues toxiques tout en limitant l'impact environnemental, réduisant aussi les émissions de méthane. Pour lutter contre les fuites d'eau potable dans les réseaux, la société israélienne Asterra utilise des données satellitaires et la géolocalisation afin de détecter et réparer rapidement les pertes, notamment au Mexique, où la pression sur l'eau est immense. Ainsi, les water-tech israéliennes jouent un rôle clé face à la crise mondiale de l'eau. Au-delà des chiffres et des réussites tech-



nologiques, ces innovations disent quelque chose d'essentiel d'Israël : la capacité de transformer l'épreuve en énergie créatrice. Dans un pays confronté à des défis sécuritaires, humains et environnementaux, la recherche, l'ingénierie et l'entrepreneuriat deviennent des outils de vie, de protection et d'espoir pour Israël, mais aussi pour le monde. Cette dynamique, portée par des femmes et des hommes engagés, rappelle que l'innovation n'est pas seulement une prouesse technique : elle est aussi un acte de résilience et de responsabilité collective. ■

# IRAN : RETOUR SUR LA RENCONTRE DU KKL DE FRANCE AVEC IRAJ MESDAGHI

Ancien prisonnier politique iranien, Iraj Mesdaghi a livré devant des journalistes un témoignage rare sur les crimes du régime islamique, la solidarité entre les peuples iranien et israélien et la nécessité de ne pas oublier les victimes.



Photos Archives KKL de France

Noémie Halioua, Stéphane Merandat, traducteur assermenté et Iraj Mesdaghi à ses côtés.

Le 15 janvier dernier, dans une salle de conférences composée de journalistes, presque recueillie, Iraj Mesdaghi a pris la parole. Invité par le KKL de France, cet écrivain iranien, ancien prisonnier politique et témoin clé des crimes de la République islamique, est venu livrer bien plus qu'une analyse géopolitique : un témoignage de chair et de mémoire, traversé par une conviction inébranlable – celle d'une solidarité naturelle entre les peuples iranien et israélien face à "l'ennemi commun de l'islam politique". Dès l'ouverture, les organisateurs ont rappelé la portée symbolique de la soirée. "Pour que les victimes ne soient jamais oubliées, le KKL plantera en Israël une forêt dédiée à leur mémoire", a annoncé d'emblée Robert

Zbili, président du KKL de France. Un geste d'éternité qui a donné le ton : ici, il ne s'agissait pas seulement de comprendre l'Iran d'aujourd'hui, mais d'honorer ceux qui n'ont plus de voix.

Mesdaghi a d'abord bousculé les idées reçues. Contrairement au discours officiel des mollahs, affirme-t-il, "le peuple iranien n'est pas l'ennemi d'Israël". Après le 7-October, rappelle-t-il, "l'Iran a été le seul pays musulman où aucune manifestation en faveur du Hamas n'a eu lieu". Dans les stades, lorsque le régime tente d'imposer ses slogans pro-palestiniens, la foule répond : "Ni Gaza, ni Liban, nous donnons notre vie pour l'Iran." Pour l'orateur, cette fracture entre le pouvoir et la société est la clé de l'avenir.


**« Entre l'Iran libre et Israël, il n'y a pas une alliance politique à inventer, mais une amitié à retrouver. »**

Son analyse est tranchée : le cœur battant de l'islam politique se trouve à Téhéran. "Si ce régime tombe, le problème sera réglé pour le monde entier, comme la chute de l'URSS a mis fin à l'expansion du communisme." Il salue les Accords d'Abraham mais les juge insuffisants, appelant à un plan de Cyrus, en référence au roi perse qui libéra les Juifs de Babylone.

Dans cette perspective, il présente Reza Pahlavi comme "la seule alternative crédible", dont le nom, dit-il, est "scandé dans toutes les villes d'Iran, malgré les balles et les menaces".

Le moment le plus fort fut sans doute le récit personnel. Mesdaghi a survécu au massacre de 1988, lorsque plus de 4 000 prisonniers politiques furent exécutés après la guerre Iran-Irak. "J'ai passé trois semaines dans le couloir de la mort, face à Ebrahim Raïssi", confie-t-il d'une voix calme. Torturé, enfermé dans une cellule surnommée "la tombe", il a vu ses compagnons disparaître un à un. Devenu chercheur, il a consacré sa vie à identifier les fosses clandestines et à nommer les victimes. Son travail a conduit à la condamnation à perpétuité d'Hamid Nouri en Suède : "Je devais être utile à ceux qui ne sont plus là."

Au-delà du témoignage, l'orateur a lancé un appel pressant à la communauté internationale : rupture des relations diplomatiques avec Téhéran, soutien concret à l'opposition démocratique, actions ciblées contre l'appareil répressif. "Les paroles ne suffisent plus, chaque jour des jeunes sont tués dans les rues d'Iran."

La soirée s'est achevée sur une note d'espérance mêlée de gravité. En décidant de planter une forêt à la mémoire des victimes, le KKL inscrit ce combat dans le temps long, celui des racines et des générations. Comme l'a résumé Iraj Mesdaghi : "Entre l'Iran libre et Israël, il n'y a pas une alliance politique à inventer, mais une amitié à retrouver." 

# Votre ASSURANCE-VIE au profit d'ISRAËL

## *Prolongez votre engagement pour Israël !*

Désigner le KKL bénéficiaire de tout ou partie de votre assurance-vie est une belle manière, à la fois efficace et utile, de penser à l'avenir du Peuple juif et de contribuer au développement de la Terre d'Israël. Cette démarche généreuse est par ailleurs très simple à mettre en œuvre.

## *Quatre choses à retenir*

L'assurance-vie est un placement financier très courant, utilisé pour se prémunir face aux aléas de la vie, financer ses projets, préparer sa retraite, etc. Mais elle sert également à préparer votre succession, **car elle constitue aussi un outil de transmission**. L'assurance-vie permet de transmettre, à votre décès, les sommes investies sur votre contrat. Vous pouvez ainsi transmettre tout ou partie de votre patrimoine aux personnes de votre famille que vous souhaitez gratifier, mais aussi à Israël, via le Keren Kayemeth LeIsraël.

Par ailleurs, l'assurance-vie jouit **d'une fiscalité avantageuse et n'est pas incluse dans la masse successorale**. De plus, elle n'est pas limitée par les droits des héritiers réservataires (enfants, conjoint), contrairement au legs : vous pouvez ainsi en faire bénéficier la ou les personnes de votre choix et pour le montant que vous souhaitez (dans le respect, bien entendu, de la notion de proportionnalité).

Il est important de savoir que le capital du contrat d'assurance-vie que vous destinez au Keren Kayemeth LeIsraël est exonéré de toute fiscalité. En effet, **le KKL-JNF est exonéré de droits de succession** ; de ce fait, l'intégralité de la somme transmise est versée directement au profit de projets menés en Israël.

Sachez toutefois qu'à tout moment, **vous restez libre de disposer de cet argent ou d'en modifier le bénéficiaire**. Il vous appartient également de prendre les précautions nécessaires pour qu'en cas de décès, le bénéficiaire soit informé de l'existence de ce contrat. À défaut, une assurance-vie non réclamée est déclarée en déshérence et attribuée à l'État.

## *Le saviez-vous ?*

Une assurance-vie non réclamée est déclarée en déshérence et attribuée à l'État. En France, cet argent "dormant" représenterait plus de 5 milliards d'euros, que bénéficiaires et souscripteurs ignorent parfois pouvoir percevoir. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer : l'assureur ne parvient pas à contacter le ou les bénéficiaires du contrat en raison d'une clause bénéficiaire incomplète ou trop vague ; ou encore, l'assureur n'est pas informé du décès du souscripteur et aucun bénéficiaire ne se manifeste. Dans ces cas, le contrat d'assurance-vie demeure en sommeil et les fonds restent inutilisés.

## *Comment désigner le KKL comme bénéficiaire ?*

Vous n'avez pas besoin de faire intervenir un notaire. Il vous suffit de vous rapprocher de votre compagnie d'assurance ou de votre établissement bancaire et d'indiquer dans la clause bénéficiaire : **Keren Kayemeth LeIsraël (KKL), dont l'antenne en France est située au 11, rue du 4 Septembre • 75002 Paris.**

## *Transmettre, c'est aussi continuer à bâtir !*

Par ce geste simple, votre assurance-vie devient un acte de fidélité et d'espérance, au service de la Terre, du Peuple d'Israël et des générations à venir.

Pour plus de renseignements : contacter Lynda  
au 01 42 86 88 88 ou par e-mail, [jnf@kkl.fr](mailto:jnf@kkl.fr)

# DEUX MENSCHS NOUS ONT QUITTÉS... HOMMAGES

Le KKL de France rend hommage à Norbert Lévy et Gaston Sayada<sup>(zal)</sup>, deux figures de la vie communautaire et de l'engagement pour Israël, dont l'action, la fidélité et le sens de la transmission ont durablement marqué la communauté juive.



Par Frédéric Nordmann, Président d'honneur du KKL de France

## GASTON SAYADA<sup>(ZAL)</sup>, FIGURE DE BELLEVILLE ET SIONISTE ENGAGÉ !



DR - Photo fournie par la famille

**G**aston Sayada<sup>(zal)</sup> nous a quittés dans sa 97<sup>e</sup> année !

Natif de Djerba en Tunisie à l'époque sous protectorat français, le jeune Maatouk Binyamine Gaston a reçu très tôt une solide éducation religieuse avec un apprentissage important de l'hébreu qu'il pratiquait couramment.

Figure incontournable du quartier de Belleville dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, il dirigeait une agence de voyages bien connue. "Monsieur Gaston" a toujours privilégié les voyages en Israël. En particulier, le pèlerinage de Lag Baomer que d'aucuns continuaient à effectuer à la ghriba de Djerba, il l'avait transféré à Méron en Israël.

À côté de ses activités professionnelles, il présidait la synagogue du 75, rue Julien Lacroix dédiée à "Rabbi 'Haï Taïeb lo met".

Il avait fondé l'école "Or Torah", et il était très


actif sur le plan social pour aider les déshérités très nombreux dans ce quartier populaire de Paris.

C'est donc très naturellement qu'il s'était engagé sur un plan citoyen et avait exercé les fonctions d'adjoint au maire du 20<sup>e</sup> arrondissement pendant les deux mandatures de Didier Bariani de 1983 à 1995.

Son engagement sioniste était sans faille, il était le responsable du mouvement "Mizra'hi" qu'il représentait dans les instances mondiales, en particulier à l'occasion de nombreux congrès sionistes à Jérusalem.

C'est à ce titre qu'il participait aux instances et aux travaux du KKL où chacun appréciait sa sagesse et ses conseils.

À sa famille et à ses proches nous présentons nos condoléances très émues.

Il repose désormais en Terre d'Israël. 

## NORBERT LÉVY<sup>(ZAL)</sup>, L'AMOUR D'ISRAËL JUSQU'À L'ALYAH...

**C**'est avec une profonde émotion que nous rendons hommage à Norbert Lévy<sup>(zal)</sup>, disparu le 29 septembre dernier à Netanya, où il résidait depuis plus de quinze ans, à la veille de Yom Kippour 5786. Né au Maroc en 1952, il avait quitté son pays natal avec sa famille au début des années 70 pour s'établir en France, en région parisienne, à Maisons-Alfort.

Homme d'affaires avisé, il avait développé ses entreprises avec succès et s'était naturellement investi avec constance dans la vie communautaire de sa ville. Il fréquentait la synagogue Bet Myriam et soutenait, de manière concrète et très active, le centre communautaire qui lui est associé.


Son engagement sioniste était sans faille. C'est tout naturellement qu'il avait rejoint les rangs du Likoud de France, où il militait activement aux côtés de Jacques Kupfer<sup>(zal)</sup>. Il était également secrétaire général des or-

ganisations sionistes de France (FOSF).

Il avait assisté, en qualité de délégué, à plusieurs congrès sionistes, dans le cadre de l'Organisation sioniste mondiale.

Il militait également au KKL de France, au sein duquel il avait été élu dans les instances dirigeantes.

Cet engagement sioniste trouva son aboutissement le 29 mai 2009, avec la réalisation de son alyah aux côtés de sa famille et son installation à Netanya. Il y poursuivit son activité professionnelle tout en continuant à s'engager, de manière concrète et fidèle, en Terre d'Israël.

À son épouse Danièle, à son fils Jérôme, à sa sœur, à ses frères et à l'ensemble de sa famille, nous adressons nos condoléances les plus sincères et les plus émues. Il va beaucoup nous manquer. Que sa mémoire soit bénie. 



DR - Photo fournie par la famille

# UN NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE KKL EN PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Photos archives KKL et DR



De gauche à droite : Giorgio Gentili, Daniel Benlolo, Sophie Chemla et Philippe Benzimra.



De gauche à droite : Giorgio Gentili, Maxime Dray, Pierre Lurçat, Philippe Benzimra et Daniel Benlolo.

Le KKL de France a engagé un nouveau chapitre de son action en Principauté de Monaco. Un partenariat s'est noué avec l'association *Monaco Friends of Israel*, avec l'aide de Mme Nikol Abecassis, militante du KKL Côte d'Azur. Deux conférences, organisées successivement avec Pierre Lurçat puis Sophie Chemla, ont marqué le lancement concret de cette coopération, appelée à s'inscrire dans la durée.

Ces initiatives ont rencontré un écho fort auprès des adhérents de l'association. Elles ont permis d'aborder les enjeux de la période ouverte depuis le 7-October : la guerre imposée à Israël, la bataille de l'opinion, les réseaux idéologiques et financiers du terrorisme international, ainsi que la résilience d'une société israélienne confrontée à l'épreuve la plus longue et la plus difficile de son histoire contemporaine.

Avec Pierre Lurçat, à travers ses chroniques écrites au cœur des événements, les participants ont pu saisir l'état d'esprit d'Israël dans sa profondeur : ses fractures, mais aussi son unité retrouvée face à l'adversité. Avec Sophie Chemla, enquête de terrain et analyse géopolitique ont mis en lumière les mécanismes de financement du terrorisme et les stratégies de radicalisation à l'œuvre dans les sociétés occidentales, rappelant que le combat pour Israël est aussi un combat pour la lucidité et la démocratie.

Ces rencontres se sont tenues en présence des représentants du KKL de France : Daniel Benlolo, délégué général, Adva Benzimra, directrice, et Mickaël Dahan, délégué Régions, témoignant de l'importance accordée

par l'institution à ce partenariat naissant. Au-delà de ces rendez-vous, ce partenariat traduit une volonté claire du KKL de se réinstaller durablement en Principauté de Monaco, y développer une présence active et régulière, et y porter ses missions historiques – protéger la terre, sécuriser l'eau, replanter les forêts et accompagner les communautés touchées – par des projets concrets et inscrits dans la durée.

Le KKL de France tient à exprimer sa sincère gratitude au bureau de *Monaco Friends of Israel*, et à son président, Franck Biancheri, pour l'accueil réservé à cette initiative et le cadre de confiance dans lequel ce partenariat

a pu se développer. Il adresse également ses remerciements appuyés pour l'engagement et l'implication de Philippe Benzimra, consul honoraire d'Israël à Monaco, de Giorgio Gentili, vice-président, et de Maxime Dray, secrétaire général, qui ont été déterminants dans la réussite de ces rencontres.

Dans un contexte international marqué par de fortes tensions, ce partenariat monégasque s'inscrit dans une dynamique de continuité et d'action. À Monaco comme ailleurs, le KKL de France poursuit son engagement concret au service d'Israël et de son avenir. 🌱

RETROUVEZ LES OUVRAGES DE NOS INTERVENANTS SUR : [amazon](https://www.amazon.fr)



Freepik/Jewidcom

# Tou BICHVAT :

## TRANSMETTRE UN SIONISME ÉCOLOGIQUE VIVANT

Tou Bichvat, le “Nouvel An des arbres”, n’est pas une simple date du calendrier juif. Née à l’époque de la Michna comme repère pour les lois agricoles, cette journée est devenue au fil des siècles une célébration de la relation intime entre le peuple juif et la Terre d’Israël, et un des musts éducatifs du KKL.



Plantation d'arbres à Lucien de Hirsch (Paris 19<sup>e</sup>).

**L**es kabbalistes de Safed lui ont donné une profondeur spirituelle ; les pionniers sionistes en ont fait un acte concret : planter pour faire revivre un pays. Lorsque le KKL entreprend dès le début du XX<sup>e</sup> siècle le rachat des terres, le reboisement et la maîtrise de l'eau, Tou Bichvat devient naturellement sa fête emblématique.

*“Planter un arbre en Israël, c’est bien plus qu’un geste écologique. C’est un acte d’espérance nationale, un lien entre générations, une manière de dire aux enfants : vous êtes responsables du paysage de demain”*, déclare Philippe Lévy, responsable du département Éducation au KKL.

Dans un pays confronté à l’aridité, aux incendies et aux défis climatiques, chaque plant incarne une réponse concrète : lutte contre l’érosion, protection de la biodiversité, création d’îlots de fraîcheur, préservation des nappes phréatiques. Le sionisme du XXI<sup>e</sup> siècle se joue aussi là, dans cette alliance entre enracinement et innovation environnementale.

C’est précisément le sens de la mission éducative du KKL de France. À l’occasion de Tou Bichvat, notre département Éducation fait de cette fête un véritable laboratoire pédagogique.

Du 21 janvier au 4 février 2026, le Tou Bichvat Tour parcourra plus de quinze écoles juives, *Talmudei Torah* et mouvements de jeunesse à Paris et en région. Près de 3 000 enfants et adolescents participeront à des ateliers interactifs : découverte des forêts israéliennes, jeux sur le cycle de l’eau, initiation aux énergies vertes, réflexion sur la responsabilité humaine face à la nature. Les plus jeunes apprennent à reconnaître les fruits d’Israël et le symbole de l’amandier ; les plus grands débattent du défi climatique et des solutions développées par l’État hébreu.

*“Notre approche repose sur des méthodes actives : manipuler la terre, comprendre un bassin versant, simuler la gestion d’un kibboutz, relier une carte d’Israël à son histoire”*, poursuit Chlomo Zenou, éducateur aguerri qui a rejoint le département il y a peu. L’objectif n’est pas seulement d’informer mais de former une sensibilité.



Le jeu comme vecteur d'apprentissage, de découverte et d'initiation à l'écologie et au sionisme.

Un enfant qui plante un arbre, même symboliquement, découvre que l'identité juive ne se réduit pas à une mémoire : elle est un projet. Tou Bichvat devient alors une porte d'entrée vers un sionisme écologique, positif et fédérateur, capable de parler à tous les publics, religieux ou laïcs.

Cette tournée est aussi un moment de rencontre avec les équipes éducatives locales. Enseignants et animateurs reçoivent des outils pour prolonger la fête tout au long de l'année : kits de séder et de plantation, supports numériques, et le tout nouveau cahier d'activités publié à cette occasion en partenariat avec "À cours d'hébreu", *Ekkologia* (voir encadré). Le KKL veut ainsi créer une continuité entre le geste ponctuel et un engagement durable, afin que chaque établissement devienne un relais de cette conscience environnementale juive.

Dans un monde où la crise climatique inquiète la jeunesse, - le sentiment d'"éco-anxiété" - Tou Bichvat offre un récit porteur d'avenir. Il rappelle que le retour à Sion ne fut pas seulement politique, mais écologique : faire reflourir des collines nues, transformer les marécages, inventer des technologies d'irrigation aujourd'hui partagées avec la planète entière. Transmettre cette histoire, c'est donner aux jeunes une fierté lucide et une responsabilité concrète.

Le "Tou Bichvat Tour" fera résonner dans toute la France ce message simple : aimer Israël, c'est aussi apprendre à protéger la création. Chaque atelier, chaque sourire d'enfant tenant un jeune plant, prolonge l'intuition des pionniers : l'avenir du peuple juif se cultive comme un arbre, avec patience, savoir et espérance. 🌳

► Suivez le carnet de bord du "Tou Bichvat Tour" sur [www.kkl.fr](http://www.kkl.fr) (onglet "Éducation").



Des animatrices franco-israéliennes initient les jeunes à la carte d'Israël.

## EKKOLOGIA, LES MOTS DE LA NATURE EN IVRIT

Conçu par le département Éducation du KKL en partenariat avec le site "À cours d'hébreu", le cahier pédagogique diffusé à l'occasion de Tou Bichvat invite les enfants à entrer dans la langue hébraïque par le jeu et par le vocabulaire de la nature. Cet outil, distribué aux élèves des écoles juives, des *Talmudei Torah* et aux mouvements de jeunesse, propose devinettes, mots mêlés, quiz et activités de correspondance autour des arbres, des fruits d'Israël et des gestes écologiques. Les enfants y découvrent par exemple les noms hébreux des "sept espèces" d'Israël, les étapes de la plantation d'un arbre, ou encore les grandes missions du KKL : reboisement, protection des forêts, gestion de l'eau, et même le sens magnifique de l'acronyme KKL (Keren Kayemeth Lelsrael) ! Accompagnés par leurs enseignants et animateurs, les jeunes apprennent ainsi que l'hébreu n'est pas seulement une langue d'étude mais une langue vivante, enracinée dans la terre d'Israël et dans la responsabilité environnementale.

Le cahier est également accessible au grand public sur simple demande via l'onglet Éducation du site [www.kkl.fr](http://www.kkl.fr), afin que chaque famille puisse prolonger, à la maison, l'esprit de Tou Bichvat !



# Laissez votre empreinte en Eretz Israël !

Léguer tout ou partie de votre patrimoine  
au KKL, c'est participer à la préservation  
et au développement de la Terre d'Israël.

Grâce à vous,



nos projets prennent vie !  
Gravez votre mémoire en Terre d'Israël.

Pour un accompagnement en toute discrétion  
et sans engagement, contactez Lynda

01.42.86.88.88